

THE USAU YOUTH



Parution 002, Volume II

MARS/AVRIL 2013

Contenu

<i>Mois de l'Histoire de s Femmes - 2013</i> ~ ~ ~	1
<i>Bibliothèque de USAU Youth</i> ~ ~ ~	2
<i>Femmes et participation politique en Afrique</i> ~ ~ ~	3
<i>Opportunités Annonces</i> ~ ~ ~	5
<i>Le saviez-vous... Discutons –en sur Facebook</i> ~ ~ ~	6
<i>Dispositions de la Charte africaine de la jeunesse sur les droits des filles et des femmes</i> ~ ~ ~	
<i>Plein feux sur: Clare Akamanzi</i>	7
<i>Conseil du Mois: ~ ~ ~</i>	7
<i>Un mot au Sage - Dr. Thomas Tiekou, Professeur, Université de Toronto</i>	8

Mois de Commémoration de l'Histoire des Femmes 2013: Le rôle de la femme dans tous les secteurs de la société



Chaque mois de Mars, on observe la Journée internationale de la femme dans le contexte plus large du Mois de l'histoire des femmes, comme un temps pour la planification et l'engagement qui vise à protéger et promouvoir les droits des femmes et des filles à travers le monde. Le mois commémorant l'histoire des femmes est extrêmement important parce que les recherches démontrent que le progrès en matière d'emploi, de santé et d'éducation des femmes peut conduire à une plus grande croissance économique ainsi que des sociétés plus fortes. D'autres recherches démontrent que l'intégration des perspectives féminines dans les négociations de paix et les efforts de sécurité contribue à prévenir les conflits et peut conduire à des accords de paix plus durable. Enfin, lorsque les femmes sont également habilitées en tant qu'acteurs politiques et sociaux, les gouvernements sont plus représentatifs donc plus efficaces.

Plus tôt cette année, le Président Obama a signé un Mémorandum Présidentiel sur l'égalité genre, qui a assuré que les Etats-Unis continueront de jouer un rôle de premier plan dans les efforts mondiaux pour faire progresser les droits des femmes. Par ailleurs, le Département d'Etat sur les questions relatives aux femmes dans le monde (S/GWI) veille à ce que les droits des femmes et des filles soient pleinement intégrés dans la formulation et la conduite de la politique étrangère américaine.

L'engagement américain est de grande envergure, alors que nous travaillons pour élever le statut des femmes et des filles dans plusieurs secteurs d'intérêt. Spécifiquement pour l'Afrique, des initiatives telles que le Programme d'entrepreneuriat des femmes africaines (AWEP) travaillent à stimuler la croissance économique en créant des opportunités pour les femmes de participer pleinement à l'économie mondiale. Sur les questions de paix et de sécurité, les États-Unis ont élaboré un plan national d'action pour les femmes, la paix et la sécurité, qui sert d'engagement interinstitutionnel visant à garantir une participation plus intégrale des femmes à la prévention et la résolution des conflits, et leur protection ainsi que celles des enfants contre les nuisances et les mauvais traitements ainsi que l'accès à l'assistance au rétablissement. Grâce à des efforts diplomatiques, le Département d'Etat américain a pris des mesures en vue de faciliter les dialogues communautaires au niveau national et dans plusieurs pays en transition, tel que le Soudan du Sud. Le 26 Mars une séance publique du Conseil de Paix et Sécurité de l'Union Africaine (CPS de l'UA) sur les femmes et les enfants dans les situations de conflit illustre l'immense nécessité de faire participer les femmes politiquement et donner des possibilités aux femmes pour que celles-ci puissent contribuer à la réforme du secteur de la sécurité et résoudre les conflits dans leurs communautés.

Suite en Page 2

ÉDITORIAL

Bienvenue à cette deuxième édition de l'infolettre USAU de la Jeunesse. Pour Mars et Avril, nous ouvrons avec un article sur le Mois de l'Histoire des Femmes (MHF), une célébration annuelle de la contribution des femmes à l'histoire, la culture et la société sur toute la planète. Le thème du MHF de cette année est centrée sur le thème " Stimuler l'innovation grâce à l'imagination: Hommage aux femmes en science, technologie, ingénierie et mathématiques". Dans la ligne de l'amélioration des conditions des femmes, lisez l'essai d'une Jeune Volontaire de l'Union Africaine intitulé «Les femmes et la participation politique en Afrique: Une panacée pour renforcer les processus démocratiques en Afrique » à la page 3. À la page 7, notre nouvelle rubrique «*Pleins feux sur*», fait le portrait d'une jeune femme qui fait la fierté africaine, Clare Akamanzi, qui est reconnue par l'audience internationale comme faisant un travail merveilleux au Rwanda, son pays d'origine. Dans notre section « *Un Mot au Sage* », nous avons eu l'occasion de parler avec le Docteur Thomas Kwasi Tiekou, Professeur à l'École Munk des affaires Internationales / New College de l'Université de Toronto qui a récemment effectué un voyage en Ethiopie avec ses étudiants à des fins académiques. Dr Tiekou discute de la situation de l'éducation en Afrique et son optimisme quant à l'avenir. Pour en savoir plus à ce sujet, lisez la page 8. Comme toujours, s'il vous plaît de partager vos impressions avec nous sur Twitter et Facebook, « *Le Saviez-vous* » de cette édition section se concentrera sur l'amélioration des conditions des filles et des femmes en Afrique, avec des dispositions de la Charte africaine de la Jeunesse.

Bonne lecture!

Lutter contre la violence basée sur le sexe et l'accès aux soins de santé est au centre de l'élévation du statut des femmes et des filles dans le monde. La violence basée sur le sexe entrave considérablement la capacité des individus à participer pleinement et contribuer à leurs familles et communautés - économiquement, politiquement et socialement. En outre, attirer l'attention sur le rôle des femmes et des filles dans la lutte contre le sida, en tenant compte de manière appropriée des inégalités entre hommes et femmes, est essentielle pour réduire le risque et accroître l'accès aux services liés au VIH pour les hommes et les femmes.

L'UA et les Etats-Unis sont en partenariat dans la lutte contre le VIH/Sida sur le continent africain, c'est alors qu'à l'ouverture du 20e Sommet de l'UA, les deux partenaires ont dévoilé ensemble ce partenariat, un Plan d'urgence du Président pour Prévention SIDA (PEPFAR), qui a été symbolisé au siège de l'UA lors du Sommet de Janvier 2013, n'était pas simplement un symbole du partenariat américano-africain, mais servait aux parties prenantes d'exprimer leur vision, leur aperçu et leur engagement dans la lutte contre le VIH / SIDA de manière plus personnelle et unique à eux.

Alors que le mois de Mars, et plus précisément le 8 Mars est le jour indiqué pour célébrer la journée de la femme et le rôle important qu'elle joue dans le progrès de notre communauté mondiale, nous devons prendre des mesures chaque jour pour soutenir les hommes, les femmes, les organisations et les institutions qui contribuent à l'avancement du statut de la femme et de la fille à travers le monde.

Jasmine White

Agent de Diplomatie
Publique et Politique

Mission des Etats-Unis d'Amérique
auprès de l'Union Africaine (USAU)

BIBLIOTHEQUE USAU YOUTH



Ouvrage: *Dix clés pour une planification stratégique réussie pour les dirigeants de fondations et d'organisations à but non lucratif*

Auteur: *Richard A. Mittenhal, Laura Colin Klein, et Paul Connolly, TCC Group, Etats-Unis d'Amérique*

Domaine de travail: *Services aux organismes à but non lucratif*

Extraits

"Un plan stratégique est un outil qui fournit des conseils pour l'accomplissement d'une mission avec une efficacité et un impact maximum ce que peut faire un plan stratégique, c'est de faire la lumière sur les forces uniques de l'organisation et les faiblesses pertinentes, lui permettant de repérer de nouvelles occasions ou les causes de problèmes actuels ou à venir. "

"Il est possible de tirer des leçons des succès, échecs et erreurs des autres. D'une façon ou d'une autre, toute organisation et fondation fait face à des défis liés aux ressources humaines, la technologie, le renforcement des capacités, le financement, le développement organisationnel et la gouvernance ... "

Pour lire et télécharger le document en ligne, prière cliquer [ici](#):

Note: Depuis plus de 25 ans, le groupe TCC a aidé les fondations privées, communautaires et fondations d'entreprises, organismes publics de bienfaisance et organismes à but non lucratif dans tout le pays (Etats-Unis) pour développer et concevoir des plans stratégiques efficaces. Site Internet: <http://www.tccgrp.com>.

Attention! *La lecture ne peut rien changer si vous ne pratiquez pas! Nous vous conseillons fortement de pratiquer ce que vous apprenez dans notre bibliothèque.*

Octavio Diogo

Femmes et participation politique en Afrique: Une panacée pour renforcer les processus démocratiques en Afrique

Mlle Emmanuella Mbongeh Langsi est une avocate et militante des droits de l'homme au Cameroun qui a été formée dans le cadre de la troisième cohorte du Corps des Jeunes Volontaires de l'Union africaine au Bénin. Elle a été déployée à la Division des Affaires Juridiques de la Commission de l'Union Africaine à Addis-Abéba. Elle est également Présidente de l'Association des Femmes Juriste du Nord-Ouest au Cameroun, et a une passion pour la défense des droits des femmes, des enfants et des jeunes. Emmanuella est une féministe autoproclamée et croit fermement que les femmes sont la nouvelle race de politiciens dont l'Afrique a besoin.



***Emmanuella Mbongeh
Langsi***

*Jeune Volontaire
de l'Union Africaine*

La démocratie se définit comme un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. La démocratisation et le rôle des femmes dans le processus politique en Afrique ne peut plus être sous-estimée. Bien que la société reconnaisse la précieuse contribution que les femmes apportent la démocratisation des structures politiques comme électrices, rien n'est fait pour améliorer leur capacité de participer aux institutions de pouvoir et de prise de décision. Bien que les femmes constituent la majorité en terme de population, aient pris les mesures audacieuses vers l'obtention d'un vote et soient soumises au vote dans les bureaux politiques, elles continuent de représenter moins de 15% des membres du parlement, à détenir moins de 16% des portefeuilles ministériels, et représentent moins de 5% des chefs d'État dans le monde entier.

Les efforts au plan mondial visant à promouvoir la participation politique des femmes a pris de l'importance dans les années 1980 et 1990, après avoir été plus poussés après la quatrième Conférence mondiale sur les femmes en 1995 (Beijing, Chine), où les délégués ont appelé à un effort international à l'endroit des pays pour avoir des femmes représentant 30% de leurs gouvernements nationaux.

Depuis lors, la représentation des femmes dans les gouvernements est à la hausse et, quelques-unes des plus fortes hausses ont été observées dans les pays d'Afrique sub-saharienne.

Comme le souligne le rapport sur le progrès des femmes à travers le monde 2002 Rapport sur les spectacles du Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM), certains pays d'Afrique subsaharienne font réellement des progrès à de niveaux significativement plus élevés de représentation des femmes au Parlement et dans les assemblées nationales que beaucoup de leurs homologues plus développés. Par exemple, le rapport montre que seulement 10% des sièges nationaux sont occupés par des femmes dans des pays comme les Etats-Unis, la France et le Japon, tandis qu'en Afrique du Sud et au Mozambique, les femmes occupent 30% des sièges au parlement. Certains pays, dont le Burkina Faso et l'Ouganda, ont des dispositions constitutionnelles réservant des sièges au parlement national pour les femmes.

Au Soudan, les dispositions sur l'égalité sont inscrites dans la législation nationale. Après le génocide rwandais de 1994, le pays a commencé à inclure les femmes dans les différents processus décisionnels, et les femmes au Rwanda représentent désormais 49% de leur parlement national, et 24 des 80 sièges sont réservés aux femmes dans la chambre basse du parlement rwandais, comparé à une moyenne de 15,1% pour le reste du monde. La même chose vaut pour la République d'Afrique du Sud. Bien que le pays n'ait pas de quotas constitutionnels pour la représentation des femmes en politique, la Constitution de 1996 stipule seulement que la République est fondée sur certaines valeurs, y compris le non-sexisme. En conséquence, la représentation des femmes dans le gouvernement local a été à la hausse avec une représentation de 19% après les élections de 1995, 29,6% après les élections de 2000 et un impressionnant taux de 40% après les élections de 2006. Alors que de nombreux pays africains ont vu une augmentation de la participation politique des femmes, l'inverse est vrai au Libéria, le premier pays africain à avoir un chef d'Etat féminin, la Présidente Ellen Johnson Sirleaf. Sous la présidence de Mme Sirleaf, la représentation des femmes à l'Assemblée Législative reste très faible (environ 14%) ...

Suite en Page 4

... et, en conséquence, la Présidente Sirleaf a poussé à adopter une loi pour mettre en place un quota national (de 30%) pour la représentation des femmes à l'Assemblée législative, ce qui jusqu'ici a été infructueux.

En dépit de la représentation politique accrue des femmes dans certains pays africains, il y a toujours un besoin d'aborder la question de l'égalité et de la politique puisque cette représentation politique accrue n'a pas toujours conduit à de meilleures pratiques démocratiques au sein de leurs gouvernements. Alors que l'accès à des postes politiques peut-être amélioré, d'autres obstacles existent encore pour les femmes en politique qui peuvent entraver leur capacité à apporter des changements significatifs.

Pourquoi les femmes sont toujours bloquées en périphéries de la politique africaine ?

L'évolution politique de l'Afrique est perçue d'un point de vue sexiste et, à ce titre, les femmes n'ont pas de contribution substantielle à de nombreuses conversations politiques, en raison des attentes profondément enracinées entourant les rôles féminins et masculins traditionnels dans de nombreuses communautés africaines. En fin de compte, il existe cinq (05) obstacles importants qui entravent la capacité de nombreuses femmes africaines à réclamer une plus grande participation dans les processus politiques dans leurs pays:

1. L'ignorance des processus politiques: la plupart des femmes, en particulier dans les zones rurales, ont peu ou aucune connaissance des processus politiques, le concept de bonne gouvernance, ou la nécessité d'exercer leurs droits civiques.

2. Obstacles structurels: tels que la résistance masculine au leadership féminin, l'absence de politiques et de lois visant à assurer la participation égale des femmes, l'existence de désignation discriminatoire et de politiques de promotion, et des possibilités limitées pour l'intégration du genre.

3. Faible niveau d'alphabétisation des femmes: avec la question des mariages forcés et précoces pour les filles dans la plupart des communautés africaines et l'accès limité aux mêmes possibilités d'éducation, les femmes doivent continuellement se battre pour concourir pour des postes de direction par rapport à leurs homologues masculins.

4. Manque de confiance en soi et de moral: Beaucoup de femmes en Afrique ont généralement des niveaux sous-développés de l'estime de soi, ce qui entraîne une baisse de moral pour le leadership.

Ces facteurs permettent à plusieurs en politique à prendre avantage et perpétuer des relations agressives contre le genre.

Renforcer la participation des femmes dans les structures du pouvoir politique de l'Afrique et des organes de décision

L'Institut international pour la démocratie et la politique électorale (2003) souligne que l'égalité entre les sexes est le processus d'être juste envers les hommes et les femmes. Pour assurer cette équité, des mesures doivent être prises pour compenser les désavantages socioculturels et politiques qui empêchent la participation politique des femmes. La politique est l'affaire de tout le monde et affecte la vie de chacun de nous. Ainsi, afin de renforcer la participation politique des femmes en Afrique, les stratégies suivantes devraient être mises en oeuvre:

- les mouvements ou organisations des femmes axés sur l'autonomisation politique des femmes doivent continuer à encourager les candidatures féminines potentielles pour le bureau politique et les femmes ont besoin d'être choisies comme candidates par les partis;
- L'éducation des électeurs doit être utilisée pour accroître la participation des femmes aux élections et au processus électoral;
- Les femmes doivent être formées au leadership, à la campagne, à la circonscription électorale, à la collecte de fonds, à la parole en public et toutes les autres exigences aux fonctions politiques;
- Le gouvernement devrait concevoir avec soin et mettre en oeuvre de nouveaux processus électoraux et lois et pour assurer et renforcer la participation des femmes et accroître efficacement la possibilité pour les femmes d'être élues;
- Les organisations de la société civile doivent développer des coalitions pour galvaniser le soutien à la réforme constitutionnelle et électorale;
- Les médias devraient fournir une couverture des élections, axée sur le genre, et
- Les femmes ont besoin de s'organiser et doivent jouer un rôle majeur pour faciliter et soutenir une participation politique accrue des femmes.



Opportunities straight ahead

Cours à distance dans les universités aux États-Unis:

- Plus de 3.200.000 Courseriens dans le monde entier,
 - Plus de 300 cours au choix,
 - Plus de 24 domaines d'études au choix,
- Plus de 62 universités aux États-Unis au choix,
 - Cours disponibles en 5 langues

Informations complémentaires disponibles sur le site: <https://www.coursera.org/>

Les candidatures pour servir comme bénévoles pour le Camp de Travail de l'été 2013 à Kampala, en Ouganda sont ouvertes.

Action pour le changement fondamental et le développement (AFFCAD), un organisme communautaire à but non lucratif aidant à atténuer les impacts du VIH / SIDA et la pauvreté dans les différents domaines, a Kampala en Ouganda, organise la 5ème édition du Camp de travail d'été pour aider à la réalisation d'un projet de construction d'un bloc de 4 salles de classe au Centre d'éducation Excel.

Les candidatures sont ouvertes du 1er mars au 31 mai 2013.

Pour plus de détails, les personnes intéressées doivent envoyer un courrier électronique au programme de service du volontariat AFFCAD à: volunteers@affcad.org ou cliquez [ici](#)



Cartographie des réseaux de jeunes en Afrique

La vision de l'Union Africaine est celle d'«une Afrique intégrée, prospère et en paix, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique dans l'arène mondiale." Les jeunes représentent environ 40% de la population du continent. Ainsi, la reconnaissance des organisations non gouvernementales et des réseaux d'organisations dirigées par des jeunes et au service des jeunes en Afrique est extrêmement importante.

Il est donc impératif pour la Commission de l'Union Africaine d'engager un partenariat, d'informer et de communiquer ce qu'elle fait, non seulement pour favoriser l'accessibilité et la transparence, mais aussi de promouvoir sans relâche régulièrement et de façon stratégique les réalisations de l'Union Africaine à ses différentes parties prenantes à travers divers canaux. En outre, les organisations inscrites dans la base de données bénéficieront à travailler en étroite collaboration avec la Direction de la Jeunesse / RHST de la Commission de l'UA.

Cliquez [ici](#) pour inscrire votre organisation.

RECRUTEMENTS:

La Commission de l'Union Africaine (CUA) est à la recherche d'un agent de programme pour la Direction de la Femme, du Genre et du Développement: Les candidats doivent avoir entre 25 et 35 ans. Les candidatures doivent être soumises à travers le site de recrutement en ligne de la commission de l'Union Africaine, au plus tard le 6 mai 2013. Des informations complémentaires sont disponibles [ici](#)

MICROSOFT recrute de jeunes professionnels de divers domaines professionnels dans différents pays africains.

En savoir plus: [ici](#)

LE SAVIEZ-VOUS ... DISCUTONS-EN SUR FACEBOOK

Dispositions de la Charte Africaine de la Jeunesse sur les Droits des Filles et des Femmes

SAVIEZ-VOUS QUE la Charte africaine de la jeunesse met la lumière sur la façon dont nous pouvons aider à avancer les droits des filles et des femmes en Afrique. Dès que votre pays a ratifié et déposé l'instrument de ratification auprès de la Commission de l'Union Africaine, cette Charte devient une loi dans votre pays, et remplace même d'autres lois internes relatives à la jeunesse!

Voici les sections de la Charte Africaine de la Jeunesse qui traite spécialement des questions des droits des filles et des femmes.

Article 8, Section 2 : La protection de la famille

Les jeunes hommes et femmes atteignant l'âge nubile devront se marier sur la base du libre consentement et devront jouir des droits et des devoirs égaux.

Article 9, Section 2 : La propriété

Les Etats Parties veillent à ce que les jeunes (hommes et femmes) jouissent des droits égaux de posséder une propriété;

Article II Section 2 C: La participation des jeunes

Assurer l'accès équitable des jeunes (hommes et femmes) à la prise de décision et à l'exercice des responsabilités civiques;

Article I2 Section F: La politique nationale pour les jeunes

Cette politique doit plaider en faveur d'opportunités équitables pour les jeunes (hommes et femmes);

Article I3, Sections 3 F, 4 H et M: Le développement de l'enseignement et des compétences

L'éducation des jeunes veillera à développer les aptitudes à la vie permettant de se comporter et d'agir efficacement dans la société comprenant des domaines tels que le VIH/SIDA, la santé de la reproduction, la prévention de la consommation de substances toxiques et des pratiques culturelles dangereuses pour la santé des jeunes filles et jeunes femmes, et qui doivent faire partie des programmes éducatifs;

Les Etats parties à la présente Charte prennent les mesures appropriées en vue de la réalisation intégrale de ce droit et s'engagent notamment à veiller, lorsque nécessaire, à ce que les filles et les jeunes femmes qui tombent enceintes ou se marient avant la fin de leurs études aient l'opportunité de continuer leur formation ; Instituer et promouvoir la participation de tous les jeunes (hommes et femmes) aux activités sportives, culturelles et de loisirs comme faisant partie du développement intégral;

Article 15, Sections 4 B: Les moyens de subsistance durables et l'emploi des jeunes

Les Etats Parties à la présente Charte devront prendre toutes les mesures appropriées en vue de la réalisation du droit des jeunes à l'emploi rémunérateur et doivent notamment : élaborer des politiques macroéconomiques axées sur la création d'emplois notamment pour les jeunes et pour les jeunes femmes;

Article 20 Section I A: : La Culture et les jeunes

Les Etats parties prennent les mesures suivantes pour promouvoir et protéger les valeurs morales et traditionnelles reconnues par la Communauté : éliminer toutes les pratiques traditionnelles qui portent atteinte à l'intégrité physique et à la dignité de la femme;

Article 22 : Les loisirs, activités socio-éducatives sportives et culturelles

Prendre des mesures qui permettent l'accès équitable des jeunes hommes et des jeunes femmes aux activités sportives, d'éducation physique, culturelles, artistiques, récréatives et de loisirs;

Suite en Page 7

LE SAVIEZ-VOUS (Suite)

Article 23 : Les filles et les jeunes femmes (tout l'article en entier parle des conditions de la femme)

La Charte Africaine de la Jeunesse est disponible [ici](#)

Discutons-en sur Facebook :(nom de la page): [U.S. Mission to the African Union](#)

Pensez-vous que ces articles sont suffisamment élaborés pour faire avancer la condition des filles et des femmes en Afrique?

Que faire de plus pour améliorer leurs conditions?

PLEINS FEUX SUR: Clare Akamanzi

,Chargée des Operations - Rwanda Development Board (RDB)



Clare Akamanzi est la Responsable des Operations (Chief Operating Officer -COO) du Rwanda Development Board (RDB), une institution gouvernementale en charge de l'accélération de la croissance économique et du développement au Rwanda. Avant cela, elle était Sous-Chef de la direction des opérations commerciales et des services au RDB, en charge de la promotion de l'investissement, la promotion des exportations, le développement des entreprises et la facilitation du commerce grâce à la réforme, l'enregistrement des sociétés climat d'investissement et autorisations environ-

nementales. Membre depuis la création de l'institut en 2008, à l'âge de 33 ans Clare avait aussi travaillé en tant que Directrice générale adjointe du RDB. Ensuite, elle était en charge des opérations commerciales et des services au RDB. Avant RDB, Akamanzi était Directrice générale adjointe du 'Rwanda Investment' et l'Agence de Promotion des Exportations (RIEPA), un poste qu'elle a occupé de 2006 à 2008. Elle était aussi diplomate commerciale du Rwanda à Londres et négociatrice commerciale à Genève pour le gouvernement du Rwanda auprès de l'Organisation mondiale du commerce. Akamanzi est une avocate dans le domaine du commerce international et d'investissement. Elle a obtenu son diplôme en droit en Ouganda, et une maîtrise en commerce international et politique d'investissement en Afrique du Sud et aux Pays-Bas.

Clare a grandi en Ouganda, où ses parents vivaient en tant que réfugiés durant le génocide dans son pays d'origine: le Rwanda. Aujourd'hui, elle est fait partie du groupe de jeunes Rwandais impliqués activement dans la réforme économique de son pays. Sa prise de conscience au service public a commencé à l'âge de 18 ans quand elle a travaillé pour le ministre en charge des questions de genre à l'Ingando - un camp de solidarité. La jeune chef d'entreprise a également présidé la campagne nationale de service à la clientèle dans son pays et est également accréditée en tant que fondatrice de «Prosave», une coopérative d'épargne de 100 membres qui favorise une culture d'épargne pour les Rwandais.

En 2012, Clare est la seule rwandaise parmi les 192 jeunes leaders mondiaux de 59 pays, honorés pour leur leadership exceptionnel, les réalisations professionnelles et leur engagement envers la société au cours du Forum économique mondial.

Information recueillie sur internet



Conseil du Mois: (pour les ONG dirigées par des Jeunes)

Envie de nouer des partenariats avec des entreprises du secteur privé dans vos activités?

Voici un guide pour les ONG travaillant sur les questions environnementales, un moyen d'améliorer leurs connaissances et pour réussir dans la collaboration avec les entreprises soutenant la Responsabilité Sociale des Entreprises.

Lire: <http://www.gemi.org/resources/gemi-edf%25%2020Guide.pdf>

UN MOT AU SAGE:

Dr. Thomas Kwasi Tiekou

Professeur, Ecole Munk des Affaires Internationales / New College de l'Université de Toronto



L'équipe de la Jeunesse de l'USAU s'est entretenue avec le Dr Tiekou, un natif du Ghana, suite à son récent voyage à Addis-Abeba. Chaque année, le Professeur Tiekou cherche à mettre en contact ses élèves en diplomatie avec des responsables politiques et des diplomates afin de les aider à approfondir leurs connaissances et leur compréhension de l'Afrique et les opportunités disponibles à travers le continent Africain.

USAU Youth: Merci de nous accorder un peu de votre temps pour cet entretien avec nous. En tant qu'ami de l'USAU, nous apprécions vraiment votre compréhension et vous remercions pour votre perspicacité.

Prof Tiekou: Le plaisir est partagé ; je vous remercie pour cette opportunité que vous me donnez de vous féliciter pour l'excellent travail que vous faites jusqu'à présent.

Pouvez-vous nous parler un peu de votre parcours personnel et professionnel - dites-nous en plus sur vos origines et comment vos expériences vous ont guidé où vous êtes aujourd'hui?

Mon voyage à l'Université de Toronto et au Canada était accidentel. J'avais prévu pendant mes études de premier cycle de poursuivre des études postuniversitaires à l'Université du Ghana, à Legon. En fait, j'ai décidé de faire mon service national dans le département dans lequel j'avais prévu de poursuivre un diplôme de maîtrise à l'Université du Ghana. J'ai postulé et j'ai assisté à une entrevue, mais j'ai changé d'avis, en partie à cause de l'arrivée tardive de ma lettre d'admission et d'autre part parce que j'avais réalisé combien ça aurait été peu probable que je puisse terminer le programme en deux ans, même si je faisais tout ce que l'on attendait de moi.

Le Canada n'était pas réellement ma première destination de choix. J'ai eu la chance de recevoir des offres et un financement attractifs des grandes écoles dans des pays industriellement avancés, mais le petit modèle d'enseignement similaire à celui des séminaires de l'Université de Brock et l'opportunité de se rapprocher aux professeurs de Brock m'ont persuadé d'accepter leur offre. Je suis content d'avoir fait ce choix. J'ai eu la chance d'avoir l'opportunité de poursuivre des études et d'affiner mes compétences en matière de diplomatie internationale à l'Université de Toronto. Je nourrissais l'idée de retourner au Ghana pour former la prochaine génération de diplomates Ghanéens mais j'ai changé d'avis après m'être lancé plus profondément dans des possibilités d'avancement de ma carrière à Legon. En outre, je me suis senti obligé de redonner aux contribuables Canadiens qui ont généreusement financé à la fois ma maîtrise et mon doctorat. En tant que Panafricaniste, j'avais estimé que rester au Canada m'aurait donné de meilleures chances de contribuer de façon nette au développement du continent Africain. Je suis heureux que l'Université de Toronto m'ait offert la possibilité de faire ma petite contribution aux deux.

Je me situe parfaitement dans la mosaïque de Toronto, peut-être parce que j'ai grandi dans la région forestière dans l'Ouest du Ghana, qui à l'époque était un creuset de différentes cultures. Des Africains de l'Ouest et des gens de différentes régions du Ghana ont afflué dans la région pour s'adonner à la ferme, au travail dans l'industrie du bois et dans les mines d'or. Etre autant exposé à d'autres Africains à un âge tendre a confirmé ma vision de panafricaniste. Ma croyance en la sagesse du Panafricanisme a été consolidée après avoir lu les oeuvres d'un autre Occidental, Kwame Nkrumah. La vie dans la région forestière n'est pas la plus facile et mes parents, comme la plupart des parents dans la région, n'ont pas manqué une occasion de me dire que le travail acharné est la seule façon de réussir.

Suite en Page 9

UN MOT AU SAGE -

Le succès ici ou notre version du rêve américain implique d'avoir deux repas non équilibrés par jour, d'avoir terminé l'école primaire, d'avoir quelques articles d'habillement d'occasion à porter aux événements communautaires, une chambre partagée dans une maison de boue, et une parcelle de terre familiale non enregistrée décente à cultiver. Les conditions difficiles dans la région forestière vous marqueront gravement si vous ne développez pas un impeccable sens de l'éthique du travail, un amour pour la marche rapide sur de longues distances, et si vous n'apprenez pas l'art de la persévérance. La vie difficile incite l'interdépendance entre les peuples et une culture de partage. La culture de partage m'a attiré à la profession d'enseignant, et je suis un professeur de la vieille école dans le sens où je ne pense pas qu'il y ait de raccourcis à l'apprentissage. Pour moi, la salle de classe n'est pas un endroit de divertissement et l'Université n'est pas un lieu où les gens peuvent marcher à travers sans que l'Université n'aille à eux.

En votre qualité de professeur à l'Université de Toronto, vous avez pris l'initiative d'interconnecter vos élèves avec des diplomates et des responsables politiques de l'UA et de la CEA - Que pensez-vous être l'importance de ces deux institutions dans les études des étudiants de l'Université des Affaires Internationales de Munk?

Les voyages en Ethiopie font partie d'une stratégie plus large visant à aider les étudiants à acquérir une compréhension plus profonde et plus nuancée des peuples d'Afrique. L'UA et la CEA fournissent le meilleur site pour permettre aux étudiants de comprendre non seulement l'énorme diversité du continent Africain, dont beaucoup d'entre eux trouvent difficile d'en saisir pleinement la notion en salle de classe, mais aussi de discuter et de contextualiser un grand nombre de préoccupations quotidiennes, apparemment triviales mais, qui occupent la vie des Africains. Pour moi, en tant qu'enseignant, la valeur pédagogique de l'UA et de la CEA est énorme. Je peux m'appuyer sur le travail qu'ils font pour illustrer plusieurs des idées abstraites que je discute en classe, pour leur donner des idées de première main sur les carrières que certains d'entre eux envisagent avoir, et je suis également en mesure d'utiliser ces institutions pour aider les élèves à réfléchir sur l'Afrique comme un espace de vie plutôt qu'un simple site pour exercice intellectuel. Je veux qu'ils pensent à l'humanité des gens qu'ils étudient.

Que pensez-vous de l'état actuel du système de l'éducation en Afrique? Quel est le rôle que l'UA ou autres organismes régionaux jouent dans l'autonomisation des jeunes Africains à contribuer au développement de leur continent?

Le système de l'éducation en Afrique est peut-être dans sa meilleure forme. L'accès à l'éducation, en particulier au niveau primaire s'est amélioré d'une manière sans précédent au cours des dix dernières années. Entre 2000 et 2012, le taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire a augmenté de plus de 18% et l'admission à l'enseignement secondaire a doublé au cours de la période. Le taux de réussite a augmenté de façon spectaculaire au cours de cette période, dans la mesure où pas moins de 13 Etats africains avaient des taux moyens de réussite de 90% de leur inscription à l'école primaire. Ces statistiques sont importantes parce que la recherche montre que la qualité de l'éducation reçue pendant la petite enfance est un indicateur clé de la performance globale dans la vie. Pourtant, aucune société n'a pu développer en s'appuyant uniquement sur l'enseignement primaire et les chiffres de l'enseignement secondaire et postsecondaire sont désespérément faibles. Selon les dernières données compilées par l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), au moins 35% des Africains âgés de moins de 15 ans n'ont pas les compétences de base pour éviter une rechute dans l'analphabétisme. Encore plus troublant est le contenu de l'enseignement livré dans les différents établissements éducatifs Africains. Nos écoles, en particulier celles postsecondaires, n'ont pas changé de manière significative depuis les systèmes d'enseignement non inventifs, élitistes et basés sur la mémoire, établis à l'époque coloniale.

Suite en Page 10

UN MOT AU SAGE: -

Je ne suis pas le premier à le dire et même de nombreux chercheurs ont critiqué nos écoles telles que des chaînes de production d'idées et de structures coloniales et rétrogrades. Il est facile de mettre le blâme des problèmes de l'Afrique sur nos frères et sœurs analphabètes pauvres, mais en fait c'est ceux d'entre nous, ceux qui sont soi-disant instruits, qui ont déçus le continent. Vous apprenez à connaître la plupart des problèmes que chaque pays Africain a si vous passez un peu plus de temps sur les campus des établissements d'enseignement supérieur dans un pays Africain.

Je suis toutefois optimiste quant à l'avenir. La création de l'Université panafricaine (UPA), qui vise à fournir une éducation de qualité supérieure qui convient à l'environnement Africain et à la jeunesse Africaine, est une source d'espoir. En collaboration avec le Programme des Jeunes Bénévoles de l'Union Africaine (CJV-UA), l'UPA peut se révéler être l'héritage le plus important que l'UA va léguer au continent Africain quand son histoire sera finalement écrite. *La qualité et l'orientation des jeunes que j'ai rencontré à travers la CJV-UA me rend très optimiste quant à l'avenir du continent.*

Pour être compétitif, de nombreux jeunes Africains estiment qu'il est obligatoire pour eux d'étudier à l'étranger, en dehors de l'Afrique, et se sont tournés vers des universités occidentales pour l'enseignement supérieur. Comme beaucoup de votre passion réside à relier des universités et des instituts Africains d'enseignement supérieur avec des écoles d'enseignement supérieur, collèges et des universités au Canada et aux Etats-Unis - comment ces partenariats peuvent-ils aider à stimuler le développement des institutions universitaires d'Afrique et même à encourager les étudiants africains à faire avancer l'Afrique?

Le désir inébranlable d'aller à l'étranger est une preuve du discrédit dans le système d'enseignement supérieur Africain et un manque égal de confiance dans la capacité des différents gouvernements Africains à créer des espaces nécessaires à la réalisation des rêves de leurs jeunes, quoi qu'elles soient. Mon but est d'utiliser les partenariats interuniversitaires pour qu'ils contribuent à la création de diverses possibilités éducatives de qualité pour une partie de la jeunesse en Afrique. *L'UA a ouvert une fenêtre d'opportunité en créant l'Université Pan-Africaine (UPA).* Je suis impatient de travailler avec eux ainsi que d'encourager des professeurs au Canada et aux Etats-Unis à enseigner et à faire de la recherche dans des institutions panafricaines. L'année académique de l'UPA coïncide bien avec les vacances d'été dans la plupart des universités au Canada et aux Etats-Unis. Ce sera une occasion manquée si nous ne profitons pas de l'UPA en créant des opportunités pour les étudiants Africains travaillent avec des professeurs dans ces pays. Une autre collaboration interuniversitaire transatlantique que je suis entrain d'explorer consiste de l'usage de classes virtuelles. *Beaucoup d'universités au Canada et aux Etats-Unis ont établi des salles de classe intelligentes qui permettent aux professeurs d'enseigner des cours de n'importe où dans le monde.* J'ai essayé d'encourager les universités des deux pays à travailler avec leurs homologues d'Afrique à ouvrir des cours pertinents aux étudiants du continent Africain. L'aide serait plus enrichie si les institutions canadiennes et américaines pouvaient partager leurs bases de données hébergées par leurs bibliothèques avec les institutions Africaines d'enseignement supérieur. Enfin, j'ai l'intention de m'appuyer sur les cours d'apprentissage expérientiel, dont j'ai été l'organisateur dans différents pays Africains au cours des quatre (04) dernières années, pour créer des programmes d'été durables pour les étudiants de premier cycle supérieur en Afrique, au Canada et aux Etats-Unis. Le programme d'été comprendra des cours intensifs co-enseignés par des professeurs du Canada et des Etats-Unis et une plateforme durable de mise en réseau pour les étudiants dans les deux parties différentes du monde.

Vous avez travaillé pour développer l'Académie africaine de leadership comme un moyen de soutenir et d'orienter les jeunes Africains qui ont choisi des carrières dans le domaine du service public une carrière qui a toujours été en proie à la corruption et à la mauvaise gestion globale des ressources en Afrique -

Suite en Page II

UN MOT AU SAGE: -

- Que peut faire votre Académie de Leadership envisagée pour s'assurer que la prochaine génération de leaders du continent soit préparée aux obstacles qu'elle pourrait affronter?

Le programme du Leadership Africain est une potentielle initiative de changement de donne qui cherche à renforcer les capacités de jeunes leaders capables de transformer le paysage de la gouvernance en Afrique. Nous avons réprimandé le mauvais état de la gouvernance politique à travers le continent Africain et pourtant encore très peu d'attention sérieuse n'a été consacrée à nourrir le genre de responsables tout le monde pense que l'Afrique a besoin et qu'elle mérite. Le Professeur Robert Rotberg de l'Université de Harvard et moi, qui dirigeons le projet, sommes d'avis que l'Afrique ne peut plus se permettre de laisser la nature et les événements déterminer la qualité de ses dirigeants. **Le leadership exige certaines compétences qui doivent être nourries. Les expériences de la vie seulement, si riches qu'elles soient, ne peuvent pas fournir toutes les compétences de leadership nécessaires et critiques.** Nous espérons entamer le processus en apportant environ 40 jeunes élus de différents pays d'Afrique dans un certain emplacement deux fois par an pour une formation intensive de deux semaines dans les arts et les métiers de la transformation de la direction politique, et des fondamentaux de l'éthique, des normes et des valeurs démocratiques Africaines. Compte tenu de la pénurie de femmes dans des postes de direction dans l'ensemble du continent Africain, et de la haute performance démontrée par les rares femmes qui atteignent le sommet, le projet mettra l'accent sur la parité et l'égalité entre les participants. La session de formation sera également l'occasion pour les stagiaires de partager leurs expériences, de réfléchir sur l'architecture de la gouvernance en Afrique, du rôle d'un leadership dans la construction d'une bonne gouvernance, et d'examiner ce qui constitue l'excellence en leadership dans le contexte Africain. Après chaque session de formation, les participants seront placés sur le Conseil Transformateur du Leadership Africain (Transformative African Leadership Council), leur permettant un engagement et une mise en réseau réguliers et continus. Notre objectif est de former une nouvelle masse critique de fonctionnaires publics qui peuvent propager le leadership de qualité du continent Africain et les bonnes philosophies et pratiques qui sont tirées des expériences de gouvernance Africaine.

Nous aimons terminer chacun de nos entretiens avec une «Parole au Sage» ou une opportunité pour vous, en tant qu'interviewé, d'offrir une parole de sagesse à ceux qui sont assez sages pour l'entendre. Qu'est ce qui vous a inspiré?

J'ai été élevé à croire que tout le monde est dans ce monde pour un but. Je sais que mon but n'est pas de me servir moi-même. Je ne peux pas jouer efficacement ce rôle si je ne sais pas ce que c'est, ni personne ne peut m'aider à le découvrir si je ne fais pas l'effort de le trouver moi-même. Une envie de découvrir ce rôle et bien le mener me maintient. La période de jeunesse est peut-être le meilleur moment pour commencer à chercher votre rôle. *Soyez certain que vous le trouverez, mais il peut être utile de garder à l'esprit de faire attention au fossé mince existant entre la confiance et l'arrogance.*

Propos recueillis par l'Equipe de USAU Youth

Cher (e) lecteur (rice),

L'équipe de rédaction vous présente ses excuses et vous demande de bien vouloir vous référer, de manière spéciale à la version anglaise pour ce qui concerne la rubrique « **Evénements à venir** »; ceci pour des raisons de normalité quant au nombre de pages de l'infolettre.

Merci pour votre compréhension

MISSION DES ETATS-UNIS AUPRES DE L'UNION AFRICAINNE

**NOUS SOMMES
EN LIGNE :**
www.usau.usmission.gov

**SUBSCRIVEZ
GRATUITEMENT
EN LIGNE**



Félicitations Spéciales à l'encontre:



Du Président tanzanien S.E. Jakaya Kikwete pour le dépôt de l'instrument de ratification de la Charte africaine de la jeunesse à la Commission de l'Union Africaine le 21 Mars 2013, après la signature de ladite Charte le 13.Novembre.2008 et sa ratification intervenue le 20 Décembre 2012.

Dès ce jour, la Charte africaine de la jeunesse servira d'instrument pour formaliser la participation des jeunes, les lois relatives à la jeunesse, et les devoirs du pays envers tous les Tanzaniens âgés de 15-35 ans.

Pour consultez la liste actualisée des pays en attente de ratifier la Charte, prière cliquer [ici](#).

USAU Youth est toujours intéressée de vous lire !

Nous vous prions de nous faire parvenir vos articles, annonces, et information sur n'importe quel sujet que vous aurez aimer lire dans nos prochaines parutions a USAUyouth@state.gov, Nous vous saurions gré de ne pas manqué de discuter du sujet mensuel sur Facebook. Merci.



CONTACT

TEL: +251 - 11 - 130 - 6794

Email: USAUyouth@state.gov

Facebook (nom de la page): U.S. Mission to the African Union

Twitter: @US_AU

Website: www.usau.usmission.gov

DETAILS EDITORIAUX

Chef d' Edition

Octavio H. Diogo

Traductions

Chimene Astrid Y. A-Aguenou

Contributeurs:

Jeunes Volontaires de l'Union
Africaine

Jeunes Africains du Monde Entier

Designer

Lina Mohammed

Conseiller au Chef d'Édition:

Jasmine White

*Agent de Diplomatie Publique et Politique
(USAU)*

Conseillers à l'Editorial :

Bureau de Liaison Communautaire

(Embassade des Etats-Unis d'Amérique)

Web Master

Lina Mohammed

Assistante à la Diplomatie Publique (USAU)